

CAUSERIE DU LUNDI

Le Collectivisme en Allemagne et en France

Le collectivisme consiste à faire passer des mains de l'individu à celles de la collection, la propriété exclusive des instruments de production, sans en excepter un seul, le sol, les mines, les usines, les manufactures... Il diffère en cela du communisme qui n'implique pas nécessairement la socialisation du capital, et se contente parfois d'un nouveau partage de la richesse.

« En politique républicains, en religion athées, en sociologie collectivistes », telle est la devise du parti.

Pour nous borner au point de vue économique, il est difficile de se faire une idée exacte de ce que pourrait être, dans le détail de son organisation, une société collectiviste. Doit-elle embrasser le genre humain entier? Mille difficultés, physiques et morales, s'y opposent. Sera-ce du moins une confédération internationale des peuples? Moins que cela, l'Etat, la province, la commune, ou bien une corporation formée dans leur sein? En cessant d'être privée, la propriété deviendra-t-elle internationale, nationale, provinciale, communale, ou bien simplement corporative? Autant de chefs de parti, autant de sentiments.

La société, en possession des capitaux, se chargera-t-elle de l'exploitation, ou bien devra-t-elle la confier à des associations coopératives, moyennant rétribution? Mêmes divergences.

Il y a aussi défaut d'entente sur la nature des moyens à employer. Comment procéder à l'expropriation des individus et des familles? Les modérés se contentent des voies légales, le suffrage universel et les voies parlementaires : plusieurs d'entre eux ont conçu le projet d'une expropriation avec l'indemnité d'une rente viagère pour les dépossédés. Les violents, sous la direction de Bakounine, prônent les voies de fait, la révolte, l'incendie, l'assassinat, l'anarchie.

Ardents à détruire, les collectivistes s'entendent avec complaisance sur la critique de l'état actuel, mais se montrent très réservés sur la partie positive de leur réforme, craignant sans doute que la révélation de l'idéal ne fasse évanouir ses auroles. « Tous les raisonnements sur l'avenir sont criminels, parce qu'ils empêchent la destruction pure et entravent la marche de la révolution. » Au témoignage de M. Paul Leroy-Beaulieu (*Collectivisme, passim*), un seul écrivain, Schaffée, a osé tenir l'esquisse d'un état social conforme à l'idée du parti.

C'est en Allemagne que le collectivisme paraît avoir poussé ses plus profondes racines. Il n'y a pas en effet de pays au monde où l'initiative individuelle soit plus comprimée, dans lequel le pouvoir central touche de plus près aux détails des affaires

privées. Une bureaucratie, développée à l'excès, étend son réseau de formalités administratives sur l'exercice des libertés publiques, et en restreint singulièrement l'usage. La logique des faits et des institutions mène, soit par influence directe, soit par réaction, de la centralisation politique à la centralisation économique. — En revanche, les peuples chez lesquels le collectivisme a le plus de peine à s'introduire, sont la Norvège, l'Angleterre, les Etats-Unis et les autres pays occupés par la race anglo-saxonne, c'est-à-dire le pays où l'initiative est plus favorisée, et l'action de l'Etat plus bornée.

1° *Collectivisme en Allemagne.* — L'histoire du collectivisme en Allemagne se rattache à deux noms principaux : Karl Marx et Lassalle.

Karl Marx (1818-1883), né de parents juifs, convertis au protestantisme, fut successivement expulsé de l'Allemagne, de la France, de la Belgique, et s'établit à Londres, où il dépensa ce que la nature lui avait donné d'intelligence et d'énergie au service de la cause socialiste. Deux mots résument sa carrière : théoricien du collectivisme le plus intransigeant, international, il devint l'organisateur d'une association de même nom, destinée à en préparer l'avènement.

Théorie. — Le paradoxe de Prudhon pourrait lui servir d'épigraphe : *la propriété, c'est le vol*. Il essaie de la démontrer par des considérations historiques (droits de conquête, confiscation, privilèges arbitraires, sécularisation des biens de l'Eglise) et par l'argument tiré de la plus value du salaire, que les admirateurs de Marx ont appelé *la révélation du mystère du profit*.

Marx distingue, deux sortes de valeurs : la valeur d'échange, celle d'un objet acheté au prix courant, et la valeur d'usage, représentant la somme des avantages que le possesseur retire de son bien. La deuxième est tantôt supérieure, tantôt inférieure à la première. Pierre possède un cheval, de mauvaise apparence, mais en réalité fort et robuste, dont le travail quotidien lui vaut la journée de trois hommes, payables à quatre francs chacun : il meurt, et Paul son héritier, abandonnant l'entr'prise, garde quelque temps le cheval, presque sans en user. Pour Pierre, la valeur d'usage du cheval dépasse la valeur d'échange ; pour Paul, elle ne l'égale pas.

Il n'y a qu'une seule mesure possible pour déterminer la valeur d'échange des objets, le travail : deux produits de la nature la plus différente, qui ont demandé le même nombre d'heures de travail, doivent avoir le même prix.

Mais de quel travail s'agit-il? Du travail dit social, accompli dans les conditions normales d'habileté technique du côté de l'ouvrier, et de perfection du côté des machines. Un ouvrier ordinaire peut, en six heures, faire une chemise avec une machine à coudre, il en faudra douze à un ouvrier maladroit ou travaillant à l'aiguille. Six heures de travail représenteront la valeur de la chemise.

Or, une journée du travailleur, offerte au patron, figure une marchandise proposée pour l'échange ; elle a son prix naturel, in-

dépendant des conditions variables du contrat représenté par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. Ces frais comprennent un certain nombre d'objets de consommation, évalués pour une journée moyenne à 4 francs.

Combien d'heures devra durer la journée de travail? Précisément le nombre d'heures nécessaires pour réaliser un produit égal à la somme de 4 francs, prix de la subsistance d'une famille ouvrière. L'expérience a montré que, dans les conditions ordinaires de l'industrie moderne, il suffit en moyenne de six heures de travail. Donc six heures de travail vaudront le produit réalisé, équivalant à la somme de 4 francs. C'est la valeur d'échange de la journée.

Mais le patron ne l'entend pas ainsi. Au lieu de six heures de travail, il en exige douze et ne donne cependant que 4 francs. C'est qu'il joue sur une équivoque : il prend à son service la *valeur d'usage* de la journée, puisqu'il en utilise toutes les parties, et toutefois il ne paie que la *valeur d'échange*. Le prolétaire est victime de cette équivoque, et fournit les six heures supplémentaires de travail non rétribué, dont le fabricant s'adjuge à lui-même le bénéfice. Ce supplément est ce que Marx appelle la *plus-value* : le patron se l'attribue indûment et la convertit en capital (1).

Autrefois, la noblesse imposait au roturier la dîme et la corvée. La corvée représentait une partie de travail donné sans compensation, elle allait de une à trois journées par semaine. La dîme figure une partie des produits agricoles, perçue sans rétribution. Un disciple de Marx prétend avoir calculé que la corvée et la dîme réunies constituaient une proportion variant entre le cinquième et la moitié du produit réel, tandis que aujourd'hui la part non salariée dépasse presque toujours la part rémunérée. Dans l'industrie textile, par exemple, il y aurait sept heures vingt-neuf minutes de travail non payé, contre quatre heures trente et minutes de travail payé.

L'injustice menace de s'aggraver de jour en jour. Deux causes y contribuent. La première est l'augmentation de la productivité du travail, due aux découvertes scientifiques, à l'invention des machines, à une meilleure division des tâches. Les produits s'accroissent, et le salaire reste le même, le surcroît étant dévolu au capitaliste. — La seconde cause est la baisse progressive des objets de consommation : nourriture, vêtements, combustibles. Le patron en profite pour baisser aussi le taux du salaire, et s'approprier un nouveau gain.

Marx ne reconnaît qu'un droit au fabricant : celui de prélever sur le produit total de sa manufacture, la somme nécessaire à la conservation et à la réparation des machines, qu'il appelle la *prime d'amortissement* du capital. Le reste du bénéfice est une in-

(1) Le vice de ce raisonnement saute aux yeux. C'est grâce aux machines dont le fabricant a la propriété, que l'ouvrier réalise en six heures un produit égal à la somme de 4 francs. S'il n'avait d'autre instrument que ses bras, il n'y parviendrait pas. Or, les machines représentent un capital, fruit du travail accumulé. Il est de toute justice que le patron ait dans le produit une part proportionnelle à ce travail.

justice commise au préjudice des prolétaires, dit Marx.

Telle est l'idée principale formulée dans l'ouvrage publié sous le nom du *Capital*, réquisitoire implacable, édité en 1867, contre la classe qui possède.

Le vol oblige à restitution. La restitution devra se faire entre les mains de l'Etat, ou même d'une société internationale, fédération économique des peuples. Pour en favoriser la formation, Marx fonda l'Internationale.

L'Internationale

Grâce à la croissante solidarité des peuples, au mouvement général d'assimilation, qui rend de plus en plus homogène la portion civilisée de l'humanité, il n'y a guère plus dans le monde qu'un seul marché, sur lequel les prix se règlent peu à peu. La production se fait partout dans des conditions semblables : mêmes matières premières, mêmes machines, mêmes procédés ; de là aussi mêmes problèmes et mêmes crises économiques. La concurrence porte les industriels à baisser leur prix de vente ; ils n'y parviennent qu'en baissant aussi le prix de revient, par suite le taux du salaire. Pour résister à cette diminution, les ouvriers, directement menacés, sont portés à se concerter avec ceux des autres pays. C'est au point de départ de la réduction que l'opposition des prolétaires doit se produire ; et s'il est à l'étranger, c'est à l'étranger qu'il faudra organiser la résistance. De là, l'idée d'une association internationale.

En 1862, à la suite de l'Exposition de Londres, des industriels français envoyèrent aux ouvriers anglais une délégation qui fut accueillie avec la plus grande sympathie. Dans les assemblées et fêtes qui suivirent, se fit jour le projet d'une association universelle. Le 28 septembre 1864 il se réalisa à Saint-Martin's Hall, dans une réunion d'ouvriers de toutes les nations. Karl Marx en était l'inspirateur. Le secrétaire de Mazzini y assistait aussi ; interprète des vœux de son maître, il désirait que l'on concentrât la direction entre les mains des chefs. Marx combattit ce programme de centralisation, et fit prévaloir un autre principe : le respect des autonomies, nationales et locales. C'est lui qui donna à l'association ses statuts et en devint l'âme. — LASSALLE.

Lassalle (1823-1854). — Dans l'influence exercée par Lassalle, nous distinguerons de même la part de l'idée et celle de l'action.

Comme son émule, il rejette la propriété privée : *Eigentum, Fremdthum* ; propriété, altréité, traduction quelque peu tudesque de l'aphorisme de Prudhon.

Le travail seul en fonde la légitimité. Or les capitalistes n'ont certes pas acquis leur fortune par cette voie : ils la doivent à des causes tout à fait différentes.

D'abord aux *liens sociaux* qui donnent naissance à la conjoncture. « Je suppose le cas, dit Lassalle, ou, la fondation du chemin de fer de Cologne-Minden, j'ai souscrit pour 100,000 thalers d'actions au pair. Sans me soucier davantage de ce chemin, j'ai

touché pendant des années d'abord 5, puis 8, ensuite 10, 12, 13 0/0, un dividende vraiment énorme, et je l'ai dépensé jusqu'au dernier liard.

« Je vends maintenant ces actions de Cologne-Minden, qui valent, suivant le cours, 175,000 thalers, et je gagne un nouveau capital de 75,000 thalers, sans avoir jamais ni accumulé, ni épargné un denier de mon revenu. Ce nouveau capital, comment s'est-il formé ? Par des liens sociaux. »

Les liens sociaux sont ici l'affluence des voyageurs et celle des marchandises, qui circulent sur la voie de Cologne-Minden, circonstances purement extérieures dont je bénéficie, sans les avoir produites. Gain sans travail. Par conjoncture, l'auteur entend un concours de circonstances favorables à la hausse d'une valeur.

Du moins, objectera l'économiste, le capitaliste aura le mérite d'avoir prévu ces circonstances. — Prévision impossible répond Lassalle, car la somme des circonstances inconnaissables l'emporte en tout temps sur la somme des circonstances connues. Il ose même ajouter : Plus le calcul du spéculateur sera réfléchi, et adapté aux *circonstances connues*, plus il aura de probabilités contre lui. Bref, le hasard seul décide de la perte ou du profit ; tel capitaliste qui s'applique à prévoir, se ruine ; tel autre, qui s'engage étourdiment dans les affaires les plus périlleuses, s'enrichit.

La formation du capital est une chance heureuse dans une loterie. Mais la chance n'existe que pour ceux qui ont pris des lots. Or les prolétaires n'en ont pas eu le moyen ; ils n'ont pas de mise dans le jeu. Aussi pour eux pas de possibilité, même éloignée, de recevoir leur part dans cette distribution capricieuse, faite par la main du hasard. Ils seront toujours les « souffre-douleur neutres du jeu de la spéculation. »

La deuxième source est la *division du travail*. Un travailleur isolé ne réaliserait pas en cinquante journées ce que cinquante travailleurs, concertant leurs efforts, feront en un jour. « Deux cents grenadiers, manœuvrant sous la direction d'un ingénieur, ont, en quelques heures, élevé l'obélisque sur sa base ; pense-t-on qu'un seul homme en deux cents jours, en fût venu à bout ?

Cependant, au compte de l'entrepreneur, la somme des salaires est la même dans les deux cas, parce qu'il s'adjuge le bénéfice de la force collective. Or de deux choses l'une : ou c'est une usurpation de sa part ou c'est une erreur. En d'autres termes, la bonne division des tâches donne au travailleur une plus-value.

Pourquoi cette plus-value n'est-elle pas partagée entre le patron et le salarié et devient-elle le privilège exclusif du premier? Nouvelle spoliation du prolétaire : le capitaliste encore ici s'est fait la part léonine.

« La division du travail, dit Lassalle, est la source de toutes les richesses... C'est la seule loi économique qui pourrait être désignée comme une loi naturelle... Parmi toutes les nations, une poignée d'hommes est venue et a confisqué à son profit individuel cette loi sociale naturelle... C'est comme si quelques individus avaient déclaré que la gravitation, l'élasticité de la

vapeur, la chaleur du soleil sont leurs propriétés. Ils nourrissent le peuple comme ils chauffent et graissent leurs machines à vapeur, pour les entretenir dans un état propre au travail. »

La conclusion est toujours la même : la *delenda Carthago*, appliqué au capital ; briser la loi d'airain du salaire, et socialiser la propriété.

Après le théoricien, l'homme d'action. En dehors de la solution radicale, d'une portée immense, mais à échéance éloignée, la seule poursuivie par Marx, Lassalle avait en vue une solution plus *prochaine et d'intérêt national* : établir des sociétés coopératives de production, commanditées par l'Etat. A son sens, cent millions de thalers, accordés à ces sociétés, suffiraient pour affranchir la population ouvrière, dans le royaume de Prusse. Ils permettraient aux travailleurs de fonder des usines, de les administrer, aux lieu et place du patron et de l'entrepreneur, pour toucher le bénéfice intégral, qui, dans l'organisation capitaliste leur est réservé.

Au service de cette cause, Lassalle déploya les ressources de sa puissante intelligence. A la différence de Marx, qui, visant au rôle de théoricien du collectivisme, rappelait dans ses ouvrages, aussi arides qu'un traité d'algèbre, les socialistes d'une dialectique raffinée, Lassalle, orateur populaire, passionné, véhément, d'une verve ironique et mordante, exerçait sur les masses une véritable fascination. Pour accroître ses moyens de propagande, il fonda l'*Association générale allemande des ouvriers*.

Les deux fondateurs, par les sociétés dont ils avaient la direction, exercèrent en Allemagne des influences rivales, et se partagèrent la classe ouvrière. Une scission s'ensuivit et se prolongea après la mort tragique de Lassalle, survenue en 1864. Mais le tribunal de Berlin, ayant, au mois de mars 1875, prononcé la dissolution de l'Association allemande, les deux fractions sentirent le besoin de se rapprocher ; et quelques mois après, le programme de Gotha, qui faisait la plus large part aux idées de Lassalle, réalisa l'union. Ce programme raffermi la discipline de l'armée socialiste, et la mit à même de résister aux lois d'exception votées par le Reichstag, à la suite des deux attentats dirigés contre l'empereur d'Allemagne. Les mesures de rigueur furent rapportées en septembre 1890. Au cours de l'année 1891, un nouveau programme d'Erfurth, fut substitué à celui de Gotha : expression fidèle de la thèse marxiste, sur la socialisation du capital, il sert encore de ralliement à l'Allemagne collectiviste, représentée par Liebknecht, Bebel et de Volmar.

(Cette étude a été empruntée par nous au Petit Moniteur. Nous sommes la Revue et nous avons trouvé bon de reproduire le morceau en entier).

LES GRANDES TARTINES DES CONFRÈRES

LE PEUPLE FRANÇAIS

L'abbé Garnier est un homme combatif, agressif. Cette attitude impose toujours. Mais à quels sentiments cet homme pieux fait-il appel en s'adressant aux fils à papa du noble faubourg et d'ailleurs? « Laissez-vous les camarades combattre seuls pour la défense d'une société où vous tenez plus de place que la plupart d'entre eux? Une plus grande somme d'intérêts à sauvegarder ne leur a-t-elle pas vous inspirer plus de vaillance? » Voilà le « labeur des missionnaires du Christ ».

Je viens d'éprouver, au contact de nos jeunes gens réunis en congrès pour fêter le deuxième anniversaire de la fondation de l'Association de la Jeunesse de l'Union Nationale, une de ces pures joies qui sont le salaire de notre labeur de missionnaires du Christ. Il est vraiment bon et consolant de voir ainsi fructifier dans les âmes la parole qu'on leur a portée, de voir ainsi se multiplier, presque à l'infini, l'effort et la portée de notre apostolat.

Ce congrès, ainsi que nos lecteurs ont pu s'en convaincre, a été vraiment fécond. Il n'a pas seulement prouvé la vitalité de notre œuvre, la puissance de cette organisation dont les ramifications multiples parcourent aujourd'hui toute la France, comme un réseau de veines où circule un sang généreux, portant aux extrémités du corps social une force, une vie nouvelles. La preuve de cette vitalité a déjà maintes fois été faite, autrement que par des paroles, et c'est avec une légitime fierté que nos jeunes gens, hier, ont parcouru leur court passé. Ce congrès marquera une date dans les annales de notre œuvre, parce que cette mise en commun des pensées, des aspirations, des projets, cet examen consciencieux et impartial des travaux accomplis, tout cet ensemble a révélé un état d'esprit dont nous devons nous réjouir, parce qu'il est vraiment nouveau dans les rangs de notre parti.

On a pu le voir par le trop sommaire compte-rendu que nous avons publié hier des trois séances du congrès, nos jeunes gens ne sont ni des rêveurs trop enthousiastes, ni des

Et puis, songez-y. Le scepticisme est un masque commode. Mais ne craignez-vous pas qu'on attribue à quelque autre cause l'inertie de vos bras croisés?

« Dormir, c'est criminel, et reculer, c'est lâche! » écrivait hier dans une vibrante poésie sur la vocation de la France, M. l'abbé Bordron. Vous ne pouvez plus dormir, mes amis, au milieu du fracas de la guerre sociale, alors que tout est en péril. Vous ne voudrez pas reculer, cela, j'en suis sûr: vous ne seriez ni de votre âge, ni de votre pays.

Debout, donc, et en avant!

L'Angleterre et l'alliance franco-russe

La *Review of Reviews* a fait paraître un article intéressant dans lequel sont exprimés sans détour les sentiments de John Bull au sujet de l'alliance franco-russe.

L'auteur s'étend d'abord longuement sur son rêve d'une confédération européenne des Etats-Unis d'Europe vers laquelle nous nous acheminons lentement mais sûrement, selon lui. Comme signes des temps, il nous reporte aux événements qui viennent de se passer en Russie.

« Il y a quelques années, dit-il, il eût été impossible à un président de la République française de poser le pied sur le seuil d'un palais que l'empereur d'Allemagne venait à peine de quitter. Toute une évolution s'est accomplie depuis, et de nos jours le tsar a pu consacrer une partie du mois d'août à recevoir et fêter l'empereur d'Allemagne et l'autre partie à recevoir et fêter le président de la République française.

La *Review of Reviews* considère que la jalousie exclusive, si souvent la note distinctive d'une affection humaine, manque complètement à la République française qui, loin de déclarer qu'une union monogène peut seule la satisfaire, paraît s'être prêtée de la meilleure grâce du monde à un ménage à trois.

« Dans le cours de la visite impériale, le Tsar et l'Empereur se sont donné l'accolade un nombre infini de fois, ont levé leur verre à la santé l'un de l'autre, ont échangé de chaudes félici-

l'insulaire John Bull, dans le but de se partager ses dépouilles.

Les oiseaux de mauvais augure ne sont que des visionnaires, poursuit la feuille londonienne. Se partage-t-on ainsi les possessions d'un autre pouvoir? Qu'ils retournent donc étudier l'histoire de la Question d'Orient depuis un siècle. Est-ce que cet empire qui s'effondre n'a pas conservé jusqu'ici sa place en Europe par le seul fait de la jalousie et mutuelle méfiance des autres pouvoirs.

La *Review of Reviews*, après avoir proposé à John Bull cette leçon de choses, comme sujet de méditation, le renvoie dormir du sommeil de l'innocence...

Quant à la nouvelle triplice, que semble redouter l'Angleterre, ce n'est peut-être qu'une chimère car, comme disait le paysan à qui son voisin avait parait-il volé une brebis:

— J'pourrions p't'être arriver, à s'entendre et à li donner n'otre fille en mariage, mais faut qu'au paravant y rende la beurbis qu'il a prise. J'verrons après ça.

(Peuple Français)

Choses d'Orient

La Chambre grecque vient d'accomplir un acte de sagesse, — le premier depuis le début de la crise crétoise, — en accordant au ministre Zaimis le vote de confiance qu'elle avait refusé la veille au ministre Ralli. Ce vote, dans les conditions actuelles et après le discours de M. Zaimis, implique l'acceptation des préliminaires de paix et écarte ainsi un débat de tribune où toutes les passions de parti se seraient livrées bataille; il avance en même temps le moment de la signature définitive, qui aura pour conséquence l'évacuation immédiate de la Thessalie.

On est en droit de reprocher au ministre Ralli d'avoir retardé, pour des motifs, la libération du territoire, en cherchant, au moyen de protestations vraiment byzantines, à entraver l'action diplomatique des puissances et à battre en brèche le concert de ces puissances. Ses efforts sont restés sans autre résultat que celui de prolonger la présence des Turcs en Thessalie et, par suite, d'empêcher le retour des Thessaliens fugitifs dans leurs foyers. Une autre conséquence de cette espèce d'obstruction a été d'accroître les charges onéreuses résultant

trop mal réussi à Belgrade et à Sofia, à tant Athènes, pour qu'on l'établisse encore à La Canée. Le prince de Monténégro n'a pas octroyé un parlement à ses sujets et ceux-ci s'en trouvent bien. A Cettigné il n'y a ni démagogues ni brigands: la Crète en est peuplée. Ce qu'il faut à la Crète, c'est une dictature éclairée, bienveillante et très énergique, armée pour dompter les instincts barbares et protéger tous les opprimés du Croissant comme de la Croix.

(Estafette).

LA MISSION LYONNAISE A RAMBOUILLET

On lit dans le *Journal des Débats*:

Sur le désir exprimé par le président de la République lui-même, la mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine, dont nous avons souvent parlé dans ces colonnes, a été reçue, hier, à Rambouillet, par le chef de l'Etat.

Les présidents des cinq chambres de commerce: Marseille, Bordeaux, Lille, Roubaix et Roanne, qui s'étaient associées à l'initiative de la chambre de commerce de Lyon, avaient été convoqués.

En présence de M. le ministre du commerce, dont le département a toujours donné, à la mission, ainsi que celui des affaires étrangères et celui des colonies, le concours le plus empressé et le plus précieux, M. Aynard, président de la chambre de commerce de Lyon, a présenté ses collègues des autres chambres, MM. Faucheur, Lagache et Bajard et les membres de la mission à M. Félix Faure.

Nous rappelons que ces derniers étaient: M. le consul Rocher, directeur de la mission pendant les huit premiers mois de ses deux ans de voyage; M. H. Brenier, qui lui a succédé dans cette tâche; M. le docteur Deblenne, médecin de la marine de 1^{re} classe, détaché auprès de la mission, et MM. Antoine, Métral, Ducloux et Sculfort, délégués de Lyon; Grosjean, délégué de Marseille; Rabaud, de Bordeaux; Vial, de Lille; Waeles, de Roubaix, et Riault de Roanne.

M. le président de la République a dit qu'il avait tenu à donner, au nom du pays, un témoignage de haute satisfaction pour l'initiative hardie, généreuse et qui ne manquera pas d'être féconde, dont avaient fait preuve des corps privés en organisant cette mission, la plus

Savez-vous bien que voilà un singulier signe des temps?

Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que quelques braves gens, entêtés comme des mules, continuent à nous dire que la République est un régime cacophonie, barbare, absolument fol, qui détonne dans le concert des nations.

Le baron Z... et le vidame P... se drapent dans leur mépris hérauldique. Ils se moquent de ce gouvernement de citoyens, de bourgeois, qui s'efforce de continuer, dans un Etat démocratique, les traditions de la chevalerie et de l'hospitalité françaises. Ils ne se rallieront jamais, eux! Ils sont irréconciliables! Et ils lisent leurs journaux favoris, qui les entretiennent dans cette illusion archaïque, et leur annoncent tous les jours que la monarchie est prête, qu'elle est mûre, qu'elle triomphe...

Hélas! elle n'est pas mûre: elle est blette.

Si elle a encore son cycle à fournir, à travers les évolutions nécessaires du futur, en des pays qui nous sont voisins et même amis, — elle a fini sa carrière chez nous. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait encore de grands empereurs comme Nicolas II, de très bons rois constitutionnels comme Léopold. Nous ne prêchons pas la révolution aux autres. Nous les laissons faire ce que bon leur semble, et quand ils aiment les grands qui dirigent leurs destinées, nous sommes avec eux de cœur pour les acclamer.

La France, d'ailleurs, est le peuple de la saine raison. Quoi qu'on ait dit, nous avons été toujours pour la mesure, à quelques accès terribles de fièvre, et malgré des emballements compréhensibles chez une race en majorité latine, nous ne saurions renier un passé qui fut glorieux. La monarchie nous a donné l'unité nationale et quelque lustre; ses fautes ne peuvent nous faire maudire son œuvre. Or, quand la monarchie nous rend visite, nous n'avons qu'à saluer. Et nous saluons.

Le peuple parisien, les travailleurs manuels et les ouvriers, les lettrés et les artistes, les bourgeois paisibles, tous fils de la Révolution, ont beaucoup plus d'esprit que le baron et le vidame, en se montrant, ou enthousiastes, ou simplement corrects, — selon les circonstances, — et en saluant les visiteurs couronnés qui oublient les grandes fureurs de naguère pour ne penser qu'au présent.

Dans les plaisanteries de mauvais goût de quelques-uns, — bien rares, — il faut ne voir que des débris de l'ancien

gelée fait naître de terribles préoccupations parce qu'elle rend plus terribles des situations déjà terribles; la misère s'augmente d'un redoutable facteur: le froid.

La charité qui, le plus souvent, ne s'exerce pas directement, a besoin de s'organiser, de se reconnaître, et parfois le soleil déjà fait risette quand commencent à venir les premiers secours, quand commence à tomber la manne bienfaisante dans les milliers de mains qui se tendent — et le froid a fait son œuvre.

Que la première dégringolade du thermomètre sonne donc le tocsin à la charité: les miséreux dans leurs mansardes commencent à grelotter; la bise, par les carreaux cassés, gémit lugubrement et mord; la froide pluie sent la neige. Et nous sommes en octobre! En voilà pour six mois, pour six longs mois, avant que le soleil chauffe de nouveau. — Que de souffrances, pendant cette demi-année!

Pour les riches, pour les heureux, l'hiver est une saison charmante, c'est la saison des fêtes, des réceptions, des bals, c'est la saison où l'on vit de la vie de la ville, existence enfiévrée dont on ira, l'été, se reposer au bord de la mer ou dans la montagne.

Que les riches, que les heureux n'oublient pas ceux qui n'ont rien, ceux qui souffrent du froid et de la faim; que de leurs tables, toujours, les miettes soient réservées aux malheureux.

Voici l'hiver, tueur de pauvres gens, l'hiver avec son cortège de vent, de froidure et de pluie.

(Petit Moniteur).

LA COOPÉRATION ET LE FISC

La coopérative des employés de l'Etat et de la ville de Paris.

L'assemblée générale de la société coopérative de consommation des employés de l'Etat et de la ville de Paris, dont le siège est rue Christine, a eu lieu hier à la Sorbonne.

Au cours de cette assemblée qui, par elle-même, ne peut intéresser que médiocrement le public, il a été cependant question d'une mesure prise à l'égard de la société, mesure appelée, croyons-nous, à avoir un certain retentissement aussi bien dans le monde des coopératives que dans celui des commerçants.

On sait que les sociétés de consommation ne devant livrer de marchandises